

Unité départementale des Bouches du Rhône
16, rue Zattara
CS 70248
Cedex 03
13331 Marseille

Marseille, le 10/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV MEDITERRANEE LPSH

Traverse de la Bourgade
BP n°33
13400 AUBAGNE

Références : D-0446-MRS-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2022 dans l'établissement SUEZ RV MEDITERRANEE LPSH implanté Traverse de la Bourgade BP n°33 13400 AUBAGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection réalisée a également permis à l'exploitant de présenter à l'Inspection un dossier de demande de modification des conditions d'exploitation suite à l'obtention de marchés publics qu'il prévoit de déposer en mars 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV MEDITERRANEE LPSH
- Traverse de la Bourgade BP n°33 13400 LA PENNE SUR HUVEAUNE
- Code AIOT dans GUN : 0006405144
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site SUEZ dit "LPSH" est localisé sur la commune d'Aubagne. Il s'agit d'un centre de regroupement, transit et tri de déchets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Volume d'activité,
- Installations électriques,
- Moyens de lutte contre l'incendie,
- Nettoyage des dispositifs de traitement des eaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Vérifications moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 dernier paragraphe	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Volume d'activité du site	Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 1.2.1	/	Sans objet
Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 7.6.3 §1	/	Sans objet
Mise à la terre des équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 7.3.8	/	Sans objet
Eau	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant de fournir **sous un délai de 1 mois** un rapport de contrôle des poteaux incendie extérieurs du site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Volume d'activité du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, volume d'activité
Prescription contrôlée : Sans compter les DASRI, le volume d'activité est limité à 59 000 t/an, divisé comme suit : - 54000 t/an de déchets non dangereux non inertes (ménagers et non ménagers), - 5000 t/an de déchets inertes non dangereux issus du bâtiment.
Constats : L'exploitant présente un document intitulé "suivi DREAL CDT LPSH ANNEE 2021" dans lequel est présenté un volume d'activité annuel total de 48094 tonnes dont 1594 tonnes de déchets inertes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Défense extérieure contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 7.6.3 §1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense extérieure contre l'incendie
Prescription contrôlée : La défense extérieure contre l'incendie sera assurée par 3 hydrants présents sur les voies publiques et 1 poteau incendie privé de 100 mm implanté à l'intérieur du site qui devra être déplacé avant le 31/12/2012 en direction du projet après validation de son implantation par le service d'incendie d'Aubagne.
Constats : A l'intérieur du site, l'établissement possède 2 poteaux incendie. S'agissant de la validation du déplacement par le SDIS prescrit dans l'arrêté préfectoral de 2012, l'exploitant a montré à l'Inspection un courrier du SDIS daté du 8 juillet 2021 qui indique : "Suite à votre demande, et après vérification, nous vous confirmons que les PI AUB 9-627 et AUB 9-628, sont bien conformes à nos préconisations établies lors de l'étude d'implantation face aux risques présents, et ce pour l'année 2012." L'exploitant a transmis suite à l'inspection un plan d'ensemble permettant de localiser les 5 poteaux incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise à la terre des équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre des équipements métalliques
Prescription contrôlée : Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.
Constats : L'exploitant a montré en séance le rapport de vérification électricité périodique daté du 21/06/2021 et effectué par le bureau d'études Bureau Veritas. Le contrôle de l'inspection n'a pas porté sur les éléments relatifs à la protection des travailleurs qui sont hors champ de compétence de l'inspection des installations classées. Trois observations apparaissent mais aucune ne concerne un défaut de mise à la terre des équipements métalliques. Par ailleurs, l'exploitant a montré en séance une attestation de l'entreprise Claude Settembre, Électricité Bâtiment Industrie qui atteste de la levée des réserves suite au rapport bureau veritas du 21/06/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 7.3.8
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'IIC les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant a montré en séance le rapport de vérification électricité périodique daté du 21/06/2021 et effectué par le bureau d'études Bureau Veritas. Le contrôle de l'inspection n'a pas porté sur les éléments relatifs à la protection des travailleurs qui sont hors champ de compétence de l'inspection des installations classées. Trois observations apparaissent. L'exploitant a montré en séance une attestation de l'entreprise Claude Settembre, Électricité Bâtiment Industrie qui atteste de la levée des réserves suite au rapport bureau veritas du 21/06/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérifications moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 dernier §
Thème(s) : Risques accidentels, vérifications moyens de lutte incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats : Le contrôle réalisé par l'Inspection n'est pas exhaustif et a été réalisé par sondage. Le contrôle des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie reste de la responsabilité de l'exploitant. Lors de la visite, l'Inspection a noté la présence d'une remarque au niveau du RIA 6. Au niveau de ce RIA, la protection avait été choquée et de ce fait il n'était plus possible de le déployer efficacement. Par courriel du 02/03/2022, l'exploitant a transmis le bon de commande d'une nouvelle barrière de sécurité daté du 24/02/2022 ainsi que les photographies permettant de constater de son remplacement. S'agissant des poteaux incendie internes, le rapport de contrôle de la société MADIS daté du 27/01/2022 n'indique pas de défaut identifié. Pour les poteaux incendie extérieurs, l'exploitant a transmis un courriel de la métropole daté du 25/02/2022 qui indique que les derniers contrôles ont eu lieu en 2020 pour 2 des 3 poteaux. <u>L'exploitant devra transmettre sous un délai de 1 mois à l'inspection des installations classées un rapport de contrôle pour les 3 poteaux incendie extérieurs du site.</u>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des dispositifs de traitement
Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'IIC.
Constats : L'exploitant indique en séance qu'il possède 5 dispositifs de traitement des eaux avant rejet (séparateurs d'hydrocarbures qu'il nomme "DSH"). Lors du contrôle l'exploitant a justifié du nettoyage effectif de ses dispositifs en présentant les bordereaux de suivi de déchets datés d'octobre 2021 pour 4t et 2,5 tonnes ainsi qu'un bon d'intervention qui indique le nettoyage des 5 DSH du site. Par ailleurs, l'exploitant indique que ce nettoyage est réalisé en fonctionnement normal tous les 6 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet